

sion de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (A., p. 2554); de la Commission d'études des services d'incendie [30 juillet 1946] (p. 2840).

Dépôts :

Le 3 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de la Haute-Garonne, victimes d'un orage de grêle, n° 648. — Le 24 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur : I. le projet de loi relatif à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales ; II. les propositions de loi : 1° de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser les collectivités à résilier ou réviser les contrats de concessions qui ne correspondent pas à l'intérêt général de la population intéressée ; 2° de M. Defferre et plusieurs de ses collègues relative à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales ; III. la proposition de résolution de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réviser et résilier certains contrats passés avec les collectivités communales et départementales, et relatifs à l'exploitation en régie par les communes et syndicats de communes d'entreprises industrielles et commerciales, n° 1028.

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e Bureau, sur les opérations électorales du Maroc [12 juin 1946] (A., p. 2514). — Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 5 : *Amendement de M. Marin* [3 septembre 1946] (p. 3493) ; Art. 76 : *Ses explications de vote sur l'article* [10 septembre 1946] (p. 3600) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 29 A : *Ses explications de vote* [28 septembre 1946] (p. 4198) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des députés ; Art. 1^{er} : *Son amendement* [30 septembre 1946] (p. 4279, 4282).

BALLANGER (M. Robert), Député du département de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

Dépôts :

Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer rapidement un projet de loi modifiant le régime actuel des zones de salaires, d'allocations familiales, d'allocations aux vieux travailleurs et d'indemnités de résidence dans le département de Seine-et-Oise, n° 141. — Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement des mesures en faveur des « mal lotis », n° 143.

BARANGÉ (M. Charles), Député du département de Maine-et-Loire.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

Dépôts :

Le 5 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, n° 104. — Le 5 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945, n° 105. — Le 23 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 235. — Le 30 juillet 1946 un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi tendant à autoriser le Président du

Gouvernement provisoire de la République à ratifier l'accord conclu entre le Gouvernement provisoire de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, comportant règlement en matière de prêt-bail, d'aide réciproque, de surplus militaires et de créances de guerre, n° 304. — Le 30 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi tendant à approuver une convention entre le Gouvernement provisoire de la République française et l'Export Import Bank, n° 305. — Le 30 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi tendant à créer une société nationale chargée de la liquidation du matériel dit « surplus acquis par l'Etat », n° 313. — Le 8 août 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant relèvement des pensions de guerre des lois des 31 mars et 24 juin 1919 et ouverture de crédits sur l'exercice 1946, n° 408. — Le 27 août 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1946, n° 578. — Le 3 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, n° 634. — Le 17 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, n° 850 (Tomes I-II-III-IV). — Le 27 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de M. Mabrut et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 1084. — Le 27 septembre 1946, un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur la proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à corriger certaines lacunes de la législation sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, n° 1085. — Le 28 septembre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant

ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, n° 1109.

Interventions :

Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Puy-de-Dôme [12 juin 1946] (*A.*, p. 2517). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 [11 juillet 1946] (p. 2635); *rémunération des personnels et pensions* (p. 2655); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945 (p. 2637). — En qualité de *Rapporteur général* de la Commission des finances et du contrôle budgétaire : donne lecture de son rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés [26 juillet 1946] (p. 2826). — Donne lecture de son rapport sur les projets de loi concernant les accords de Washington et la convention avec l'Export-Import Bank [1^{er} août 1946] (p. 2875 et suiv.). — Est entendu sur le projet de loi portant amélioration de la situation des personnels en activité et en retraite de l'Etat, relèvement des pensions de guerre et ouverture de crédits sur l'exercice 1946 [2 août 1946] (p. 2943); Art. 3 : *Amendements de MM. Dupuy et Roubert* (p. 2965); Art. 10 : *Ses observations* (p. 2971). — Est entendu dans la discussion : de la proposition de résolution de M. Dagain tendant à rétablir les parités d'indemnité existant entre le personnel des P. T. T. et les régies financières, en qualité de *Rapporteur général* donne lecture de son rapport [2 août 1946] (p. 2976); — du projet de loi élevant l'abattement sur les traitements et salaires en qualité de *Rapporteur général* [2 août 1946] (p. 2977). — Son rapport, au nom du 7^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Réunion, 1^{re} circ. [8 août 1946] (p. 3099). — Participe à la discussion : du projet de loi tendant à créer une société nationale chargée de la liquidation du matériel dit « surplus » acquis par l'Etat, en qualité de *Rapporteur général*, déclare que la Commission des finances n'a pu se réunir et statuer [9 août 1946] (p. 3777); — du projet de loi portant relèvement des pensions de guerre : *donne lecture de son rapport* [9 août 1946] (p. 3413); Art. 1^{er} : *Ses observations sur les amendements déposés* (p. 3125); — du projet

de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1946 : *Ses observations* [9 août 1946] (p. 3141) ; — du projet de loi sur la liquidation des « surplus » acquis par l'Etat : *donne lecture de son rapport* [9 août 1946] (p. 3142) ; Art. 2 : *Amendement de M. Charlot* (p. 3145) ; *Amendement de M. Penoy* (p. 3145) ; Art. 5 : *Ses observations* (p. 3147) ; Art. 7 : *Demande la disjonction de l'article* (p. 3148) ; — du projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, en qualité de *Rapporteur général* de la Commission des finances : *donne lecture de son rapport* [10 septembre 1946] (p. 3381) ; Art. 2 : *Ses observations sur les amendements* [11 septembre 1946] (p. 3624) ; *Amendement de M. Jean Moreau au second alinéa* (p. 3626) ; Art. 3 : *Ses observations* (p. 3627) ; Art. 6 : *Amendement de M. Hugues* (p. 3629) ; *Amendement de M. Morice au second alinéa* (p. 3630) ; *Amendement de M. Hugues au second alinéa* (ibid.) ; *Ses observations sur l'article* (p. 3631) ; Art. 7 : *Ses observations* (p. 3633) ; Art. 12 : *Ses observations sur les amendements* (p. 3635) ; Art. 16 : *Amendement de M. Denais* (p. 3640) ; Art. 16 bis : *Ses observations* (p. 3641) ; Art. 20 : *Ses observations* (p. 3643) ; — d'une proposition de résolution de M. Marc Dupuy fixant le calcul de l'indemnité extraordinaire à attribuer aux retraités de l'Etat, en qualité de *Rapporteur général* : *donne lecture de son rapport* [11 septembre 1946] (p. 3644) ; — d'une proposition de résolution de M. Peters, concernant l'indemnité provisoire aux fonctionnaires : *donne lecture de son rapport* [19 septembre 1946] (p. 3864) ; *ses observations* (p. 3867) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, en qualité de *Rapporteur général* : *donne lecture de son rapport* [24 septembre 1946] (p. 3979) ; *Discussion générale* (p. 3999) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Figuières* [25 septembre 1946] (p. 4033) ; Art. 4 bis nouveau : *Observations de M. Abelin* (p. 4034) ; Art. 37 bis nouveau : *Amendement de M. Ramette* (p. 4040) ; Art. 54 : *Ses observations* (p. 4043) ; Art. 58 : *Crédits des articles sans incidence budgétaire* (ibid.) ; Art. 113 : *Ses observations* (p. 4050) ; Art. 143 : *Ses observations* (p. 4063) ; Art. 157 : *Chèques postaux* (p. 4069) ; Art. 123 bis : *Ses observations* (p. 4073) ; Art. 163 : *Suppression des organismes d'achat* [26 septembre 1946] (p. 4084) ; Art. 168 : *Ses observations* (p. 4100) ; *Amendement de M. Aubry* (p. 4103) ; FINANCES, Chap. 141 *quater* : Dis-

jonction de l'article (p. 4120) ; AGRICULTURE, Chap. 138 : *Ses observations* (p. 4135) ; ARMÉES, Chap. 15 : *Ses observations* [2 octobre 1946] (p. 4416) ; ARMEMENT, *Discussion générale* (p. 4428) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 11 : *Ses observations* (p. 4447) ; Chap. 184 : *Ses observations* (p. 4450) ; Chap. 341 : *Amendement de M. Barel* (p. 4452) ; INFORMATION : *Discussion générale* (p. 4461) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [3 octobre 1946] (p. 4491) ; RAVITAILLEMENT, Chap. 6 : *Ses observations* (p. 4504) ; PRODUCTION INDUSTRIELLE, Chap. 26 : *Ses observations sur le vote du collectif* (p. 4510) ; — du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Schauffler* [1^{er} octobre 1946] (p. 4324) ; — du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires ; Art. 32 : *Son amendement relatif à la fixation du minimum vital* [5 octobre 1946] (p. 4684) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à limiter la prime de rendement aux crédits ouverts pour chaque Ministère* (p. 4692) ; Art. 43 : *Amendements de MM. Herriot et Pineau sur les notes chiffrées et les appréciations générales* (p. 4694) ; Art. 48 : *Ses observations concernant les conditions d'avancement de grade* (p. 4697) ; Art. 139 : *Amendement de M. Pineau sur l'organisation des institutions sociales* (p. 4707). = S'excuse de son absence [27 août 1946] (p. 3311).

BARDOUX (M. Jacques), Député du département du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

Dépôts :

Le 26 juin 1946, une proposition de loi ayant pour objet l'établissement de la loi constitutionnelle, n° 35. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi relative aux principes généraux de l'électorat et de l'éligibilité, n° 39. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à la création d'un conseil fédéral de l'Union française, n° 42. — Le 26 juin 1946, une proposition de loi tendant à créer dans les départements des chambres de paysannerie, n° 43. — Le